Faisons du Brexit une chance pour l'Europe (OPINION)

CONTRIBUTION EXTERNE Publié le lundi 26 février 2018 à 09h41 - Mis à jour le lundi 26 février 2018 à 10h06

OPINIONS (/DEBATS/OPINIONS) **Une opinion de Jean-Pierre Maulny et Frédéric Mauro, respectivement directeur-adjoint de l'Iris et avocat au barreau de Paris établi à Bruxelles, spécialiste des questions de défense.**

Il faudrait envisager deux Europe : une "Europe marché" qui engloberait à nouveau nos amis britanniques et tous les pays qui s'en satisfont, et une "Europe politique" qui ait vocation à s'intégrer et dont la marche en avant ne serait plus entravée.

Les négociations sur le Brexit suivent leur cours sans que personne à ce stade ne soit en mesure de prédire ce qu'il en sortira. Une chose est sûre : l'une des raisons pour lesquelles le peuple britannique a voté, à une courte majorité, pour quitter l'Union européenne tient au malentendu, qui a toujours existé entre le Royaume-Uni et les membres fondateurs de la Communauté quant à la finalité même du projet européen : simple marché ou Union politique.

En effet, quand bien même l'on supposerait, par un invraisemblable retournement de situation, que les Britanniques reviennent sur leur décision de quitter l'Union, il nous semble qu'il n'y aura jamais dans ce pays, et à horizon prévisible, une majorité pour adhérer à une "Union plus étroite" si elle est synonyme de plus d'intégration politique.

Le gâteau des Britanniques…

Ce que voudraient les Britanniques, c'est vendre leur gâteau et le manger. En d'autres termes, ils voudraient pouvoir exporter leurs biens et surtout leurs services, en particulier financiers, continuer à faire circuler librement les capitaux, pour le plus grand bénéfice de la City, et tout cela sans avoir à accepter ces hordes de Polonais, de Tchèques, mais aussi de Français et d'Italiens, ni les "diktats" de la Cour de Justice européenne, à laquelle pourtant ils siègent.

Or, il n'y a aucune chance que les négociateurs européens acceptent de dissocier les quatre libertés de mouvement des personnes, des biens, des services et des capitaux. Si, par faiblesse ils y consentaient, il n'y aurait alors aucune chance que, dans leur unanimité, les Parlements et les peuples acceptent un tel renoncement. Et ils auraient raison car on ne change pas les règles du club sous prétexte qu'un membre s'en va.

Néanmoins, nous ferions bien, nous Européens, de nous interroger sur la suite des événements, car ce grand malentendu ne concerne pas que le Royaume-Uni.

Et les autres

Posons-nous la question de savoir si la Pologne ne souhaiterait pas elle aussi quitter l'Union européenne si elle ne bénéficiait pas de dix milliards d'euros annuels de transferts nets du budget européen et si elle ne détachait pas autant de ses travailleurs dans le reste de l'Union ? Et cela est tout aussi vrai pour la Hongrie qui reçoit 4,6 milliards d'euros de l'Union.

Mais à rebours pourquoi les contribuables européens de l'ouest accepteraient-ils de payer ces milliards d'euros pour soutenir des "démocraties illibérales", dont les dirigeants ne partagent pas nos valeurs, qui n'ont aucune intention de joindre la zone euro et ne font semblant de s'intégrer à la politique de sécurité et de défense commune que pour mieux la bloquer ? Devons-nous pousser la générosité au point de leur donner de l'argent pour qu'ils achètent des armes américaines ? Il existe aujourd'hui un vrai débat sur l'autonomie stratégique et sur les intérêts de sécurité de l'Union européenne. Approfondir le partenariat entre l'Union et l'Otan, oui. Couper les ailes à la défense européenne, non.

On peut comprendre que certains pays libérés du joug communiste soient réticents à transférer leur souveraineté fraîchement recouvrée à l'ensemble européen. C'est leur droit le plus absolu. Mais c'est aussi notre droit de progresser sur le chemin tracé depuis Rome vers une "Union plus étroite", synonyme d'intégration. Or aujourd'hui le sentiment est que nous ne faisons pas le même rêve pour l'Europe.

Une occasion unique

C'est pourquoi il faudrait envisager deux Europe : une "Europe marché" qui engloberait à nouveau nos amis britanniques ainsi que tous les pays qui s'en satisfont, et une "Europe politique" qui ait vocation à s'intégrer et dont la marche en avant ne serait plus entravée. Aujourd'hui la négociation avec les Britanniques nous offre l'occasion unique de définir un statut qui pourrait être proposé aux pays qui ne souhaitent pas s'engager dans cette Union politique. C'est leur intérêt comme le nôtre. Faisons du Brexit une opportunité pour l'Union.